

## Burundi : La commission électorale répond aux accusations de l'opposition

PANA, 03 août 2014 - La CENI fustige une tentative de déstabilisation par des "rumeurs" et "mensonges" au Burundi Bujumbura, Burundi - Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Pierre Claver Ndayicariye (photo), a apporté samedi un démenti aux "rumeurs" et "mensonges infondés" de l'opposition qui fait des recrutements "en catimini" d'agents recenseurs, de citoyens en âge de voter et de futurs membres des comités provinciaux et communaux, en prévision des élections générales de 2015. Le président de l'Alliance démocratique pour le changement, Léon Nkundakumana a fait état de ces informations en sa possession, vendredi, de recrutements en cours d'agents recenseurs et de membres des commissions électorales provinciales indépendantes (CEPI) et ceux des commissions électorales communales indépendantes (CECI), à l'insu de cette principale coalition de l'opposition du moment au Burundi.

Une telle démarche est "classique" et vise à "nous distraire", a rétorqué M. Ndayicariye qui occupait le même poste lors des élections générales précédentes de 2010, car il essuyait régulièrement des critiques de "partialité" de la part de l'opposition dont une partie avait fini d'ailleurs par se retirer de la course électorale. De tels recrutements n'ont pas encore eu lieu et n'interviendront qu'à partir du mois de novembre prochain, après une "large" consultation avec tous les acteurs politiques intéressés par les élections, a-t-il rassuré, répétant avec force que "ni les rumeurs, ni les mensonges ne détourneront la CENI de sa mission de préparer et organiser des élections transparentes pour 2015. Les soucis de la CENI sont pour le moment ailleurs, dans la qualité et la mobilisation interne et externe des fonds destinés à financer les différents scrutins à l'agenda électoral de 2015. Le calendrier est sorti le 18 juillet 2014 et l'année prochaine il y aura l'élection des maires, coupée à la présidentielle, puis celles séparées des députés, des sénateurs et des conseillers de collines et de quartiers qui sont les plus petites entités administratives à la base au Burundi. Le gouvernement burundais doit mobiliser de ses propres ressources, l'équivalent de 21 millions de dollars us pour financer en partie les élections générales en vue, selon toujours Pierre Claver Ndayicariye. La communauté internationale des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, quant à elle, a été sollicitée pour 39 autres millions de dollars restants, soit une enveloppe globale des prochaines élections estimée à 60 millions de dollars us, indique la même source. Pour le moment, la France est déjà engagée par des promesses de financement de l'ordre de 200.000 euros, les Etats-Unis pour 3,5 millions de dollars, la Hollande pour 1,3 million de dollars, l'Union européenne pour 8 millions d'euros et la Belgique pour 4 millions d'euros. Les donateurs insistent, en contrepartie, à chaque fois, sur la tenue d'élections «inclusives» de toutes les tendances et sensibilités politiques au moment où certains responsables politiques de l'opposition ne veulent pas rentrer d'exil, malgré des garanties d'amnistie du pouvoir.